The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract spe[illegible]cations.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▽ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

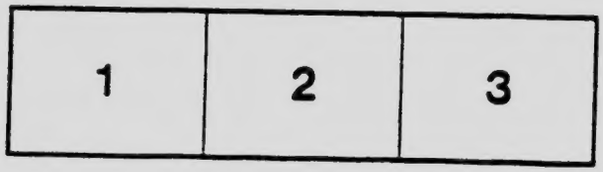
Bibliothèque nationale du Canada

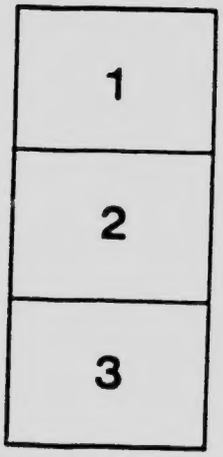
Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

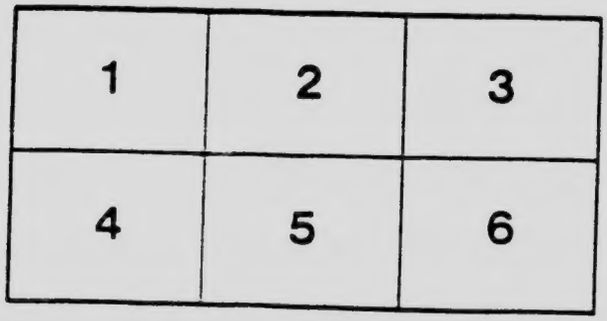
Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▽ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.







Une Science Nécessaire

OBJET, INTÉRÊT ET MÉTHODE

DE L'

ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

ÉDOUARD MONTPETIT

AVOCAT

Professeur à l'Université Laval

Bibliothèque du Parlement
CLASSIFICATION
330.—
CANADA

EXTRAIT DE LA

Revue Trimestrielle Canadienne

FÉVRIER 1916

1916

BUREAUX DE LA REVUE: 56 CÔTE BEAVER HALL

MONTRÉAL

COMITÉ DE DIRECTION:

Président: Mgr G. DAUTH, Vice-recteur de l'Université Laval de Montréal.

Membres: MM. Ernest MARCEAU, Principal de l'Ecole Polytechnique.

Aurélien BOYER, Membre de la Corporation de l'Ecole Polytechnique.

A. FYEN, Directeur de l'Ecole Polytechnique.

Edouard MONTPETIT, Professeur à l'Université Laval.

Arthur AMOS, Chef du service hydraulique de la Province de Québec.

Euclide MALO, Ingénieur civil.

Arthur SURVEYER, Ingénieur conseil.

Conrad MANSEAU, Professeur à l'Université Laval.

Augustin FRIGON, Professeur à l'Ecole Polytechnique.

COMITÉ D'ADMINISTRATION ET DE RÉDACTION:

Président : Arthur SURVEYER.

Membres : MM. Ernest MARCEAU, Edouard MONTPETIT, Arthur AMOS Euclide MALO, Conrad MANSEAU, Augustin FRIGON

Rédacteur en chef: Edouard MONTPETIT.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST FIXÉ À **2.00** DOLLARS POUR LE CANADA, ET À **3.00** DOLLARS POUR TOUS LES AUTRES PAYS. LE NUMÉRO **50** CENTS.

La *Revue Trimestrielle Canadienne* paraît quatre fois l'an: en mai, août, novembre et février.

La Revue est accessible à la collaboration de tous les publicistes, spécialistes et hommes de profession.

La Direction n'entend pas par l'insertion des articles assumer la responsabilité des idées émises.

Tous les articles insérés donnent droit à une indemnité calculée par page de texte imprimé ou de graphiques.

Les manuscrits ne seront pas rendus.

La reproduction des articles publiés par la Revue est autorisée, à la condition de citer la source d'où ces articles proviennent.

Il sera rendu compte de tout ouvrage dont il aura été envoyé un exemplaire à la Rédaction.

Pour les abonnements, publicité, collaboration et autres renseignements, s'adresser au:

Secrétaire-Général: Augustin FRIGON,
56, Côte Beaver Hall,
Montréal.

Une Science Nécessaire

OBJET, INTÉRÊT ET MÉTHODE

DE L'

ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

ÉDOUARD MONTPETIT

AVOCAT

Professeur à l'Université Laval

EXTRAIT DE LA

Revue Trimestrielle Canadienne

FÉVRIER 1916

BUREAUX DE LA REVUE: 56 CÔTE BEAVER HALL

MONTREAL

National Library of Canada
Bibliothèque nationale du Canada

UNE SCIENCE NÉCESSAIRE

L'OBJET, L'INTERÊT ET LA MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

L'Economie politique est la science des richesses, c'est-à-dire de "tout ce qui est susceptible de satisfaire les besoins humains": une feuille de papier, une aune de toile, un morceau de pain, aussi bien qu'une pièce d'or. Ce sont là des *utilités* et des *valeurs;* il suffit. Ces richesses sont produites, réparties, consommées. Elles naissent et circulent. L'Econom que a précisément pour objet de les suivre dans le voyage qu'elles accomplissent de l'usine au marché de consommation.

La production repose sur trois facteurs: la nature, le travail et le capital. La nature fournit la matière et les forces physiques; elle constitue le milieu par le jeu des influences géographiques et climatériques. Ce serait une erreur de croire qu'elle se livre gratuitement. L'homme n'en saurait guère tirer et ne lui ravirait que fort peu de chose, s'il ne faisait usage de ses bras et s'il n'avait inventé des instruments de lutte, de conquête, de fabrication. Le travail, principe intelligent et directeur d'une entreprise quelconque, joue donc un rôle essentiellement actif. Il est nécessaire. Il est un effort vers la création d'une utilité, une peine que l'homme impose à sa volonté pour atteindre, soit directement, soit indirectement, à un résultat pratique, tangible. Il est aussi à l'origine du capital, qui est une réserve, une mise de côté en vue d'une production ultérieure. Dans le langage courant, capital est synonyme de richesse: il désigne la somme que l'industriel ou le commerçant a placée dans une affaire. On dira: le capital de cette banque est de seize millions de piastres; ou encore: cette société a, par sa liquidation, entraîné une perte énorme de capitaux. Bref, le public ne connaît guère que le capital-espèces. L'économiste emploie ce mot dans un sens beaucoup plus large, que nous préciserons mieux en comparant le capital à l'épargne. L'épargne est aussi une mise de côté, mais inactive. Elle repose et s'accumule; elle dure, elle n'agit pas. Un dépôt confié à une banque produit quelque chose

puisque la banque l'emploie à faciliter les transactions commerciales; mais, au point de vue de l'industrie commanditée par le capitaliste, ce dépôt est inactif. Il n'assume pas le risque d'une entreprise; il recherche au contraire, contre un intérêt moindre, la sécurité du placement de tout repos. La chose est plus évidente encore s'il s'agit d'une épargne enfouïe dans le bas de laine, ou autrement thésaurisée. Au contraire, le capital est une épargne agissante qui continue de féconder, d'augmenter, de multiplier l'action du travail. Il revêt diverses formes: les approvisionnements, les matières premières, les bâtiments, les machines sont du capital aussi bien que les valeurs mobilières ou que les espèces métalliques. Sans doute, si on y réfléchit, c'est toujours une somme initiale qui se transforme pour les besoins de l'industrie et qui devient l'usine avec sa puissante organisation; mais on pourrait parfaitement imaginer un capital naissant et se développant sans l'assistance de la monnaie et du crédit. Un pêcheur qui creuse un arbre pour en faire un canot, instrument de pêche, crée du capital, instrument de production. (1)

Ces trois éléments, aidés par les découvertes scientifiques, unis dans une collaboration étroite, sont les agents merveilleux du progrès matériel moderne. Notre régime économique est caractérisé par une production à outrance, un industrialisme fiévreux, une concentration qui peut devenir excessive et dangereuse. D'un côté le capital, grossi de toutes les épargnes, appareil gigantesque; de l'autre, le travail syndiqué, masse formidable et houleuse. Ces deux forces, mues par des intérêts opposés, se combattent sans s'épuiser. Au sein du monde ambitieux, dont tous les efforts sont tendus par l'espoir d'une fortune rapide, et qui ne connaît plus d'autre rêve, à certains moments, que celui de l'or, se pose, âpre et inquiétant, le problème social, le problème de la misère que la richesse ambiante rend plus difficile, plus cruelle à porter.

Produire ne suffit pas: il faut écouler la marchandise, rechercher des débouchés, trouver et s'assurer des marchés, les créer à l'occasion, opérer les rentrées et liquider le capital-argent pour le faire servir à de nouvelles entreprises. Nous touchons au commerce, agent de circulation. Les négociants, hommes d'affaires, dépositaires, banquiers, agents de change, commissionnaires, répartis par

(1) Vovez comment M. Paul Leroy-Peaulieu explique la genèse du capital: *Précis d'Economie politique*, pp. 40 et suiv. Cobden disait: "Le capital, c'est du travail accumulé"; ce à quoi M. de Foville ajoute: "en vue d'une production future."

tout le pays, mis en relations constantes avec l'étranger, déplacent les richesses et les distribuent. Ils servent d'intermédiaires. Le plus souvent, les marchandises rencontrent, dans leur course, les murailles douanières dont les peuples, soit prudence, soit calcul, se sont entourés de partout. Une guerre nouvelle en résulte entre eux, celle des tarifs; mais, en revanche et par une sorte d'ironie des choses, la circulation est facilitée davantage par des moyens que l'évolution économique a perfectionnés: le crédit et ses deux instruments, qui sont la monnaie et la banque. Ces derniers mots indiquent l'importance, au point de vue pratique, des questions que cette partie de l'Economique cherche à résoudre: caractères d'une bonne monnaie, métaux précieux, stabilité de leur valeur, puissance d'achat de la monnaie, variation des prix; mécanisme du change, fermeté du crédit, substitution graduelle des valeurs fiduciaires aux valeurs métalliques; fonction économique de la banque, augmentation progressive des dépôts, émission et garantie des billets; transport des hommes, des marchandises, des titres; échange commercial à l'intérieur et à l'extérieur, élaboration d'une politique douanière qui favorise l'expansion industrielle d'un pays et l'utilisation totale de ses forces productrices modérément protégées. Voilà le vaste champ où s'exerce l'activité commerciale, où elle se révèle, à la fois compliquée et harmonieuse.

La répartition des richesses offre plus d'intérêt au sociologue. Ici se noue le lien qui unit l'Économie politique à l'Économie sociale, deux sciences que l'on ne doit pas séparer, si l'une a précisément pour objet d'élaborer les principes qui guideront l'action de l'autre. Naguère, les auteurs analysaient surtout les phénomènes de la production dont ils n'apercevaient pas encore toutes les répercussions. Il leur paraissait plus utile de déterminer avant tout les conditions qui permettent le développement de la richesse. Rien de surprenant à cela. Les économistes assistaient, étonnés et captivés, au spectacle d'un monde se renouvelant sous leurs yeux. Les événements du jour confirmaient leurs espoirs de la veille. Le génie humain, sans cesse en éveil, livré à des recherches sitôt récompensées, confiant dans la poursuite de son effort scientifique, maître de la vapeur et de l'électricité qu'il avait dérobées à la nature, pouvait faire entrevoir à l'humanité des conquêtes encore plus fécondes et toujours plus nombreuses. C'était l'âge d'or! Les choses ont vite changé. Les lois économiques, libres d'entraves, ont légitimé toutes les ambitions et fondé toutes les fortunes du siècle dernier ; mais elles ont aussi, par voie de conséquence, provoqué l'inquié-

tude, la révolte et souvent la haine, chez ceux qu'elles déshéritaient en enrichissant le petit nombre. La réaction a été brusque et presque aussitôt violente. Les fervents du progrès économique se sont effrayés des malaises qu'il suscitait, des maux qu'il engendrait. Ayant pesé la part qui revient à chacun des collaborateurs de l'œuvre de production, ils ont réclamé des lois, humaines celles-là, des lois de protection ouvrière, qui vinssent adoucir les effets d'une concurrence hautaine, indifférente et aveugle. Ils ont demandé que la répartition des gains fût plus équitable. L'industriel paye l'impôt à l'Etat, la rente et le loyer au propriétaire, l'intérêt au capitaliste, le salaire à l'ouvrier; il garde pour lui-même les bénéfices, le profit que l'exploitation rapporte. On se rend compte immédiatement des difficultés que soulève cette distribution. En veut-on un exemple? La seule question du salaire est une des plus ardues, des plus agitées. Qu'est-ce qui en déterminera le taux? La loi ou l'initiative individuelle? Est-ce l'offre et la demande, c'est-à-dire le seul nombre des bras qui se tendent vers le patron ou celui des énergies que l'entreprise réclame? N'est-ce pas plutôt la productivité du travail accompli? Au fond, le problème est-il aussi simple que cela, et sa solution ne dépend-elle pas d'une foule de circonstances dont il faut soigneusement connaître la nature et le poids? Le salaire une fois fixé dans sa quotité, est-ce tout? Quelles mesures le garantiront contre les saisies abusives, contre les risques que subissent les entreprises? Ainsi naissent d'autres questions, tout aussi complexes, qui ont trait à la population ouvrière en général, à la sécurité du travailleur, à l'hygiène des ateliers, aux assurances dites sociales, au chômage, au paupérisme. La vie économique, que nous avons vue jaillir en bourdonnant hors de l'usine et se répandre par le monde, se complète ici d'un élément de plus qui l'ennoblit singulièrement, qui la sauve: la justice.

Reste un dernier acte: la consommation des biens. Elle peut être immédiate ou différée, productive ou improductive. Les richesses disparaissent par l'usage qu'on en fait; ou bien elles demeurent et sont épargnées. Cette partie de l'Economie politique a été longtemps et nécessairement incomplète, écourtée. Pour lui donner plus de consistance, on y rattachait le budget et l'impôt, les recettes et les dépenses de l'Etat, l'assurance et l'épargne. Elle est aujourd'hui transformée, prolongée, par l'étude qu'elle comporte normalement du budget ouvrier, mise en lumière par Frédéric LePlay dans ses *Ouvriers des Deux-Mondes* et ses *Ouvriers Européens*, de la dépense et du luxe, et surtout du rôle actif que peut

assumer, de notre temps, le consommateur. Jusqu'à ces dernières années, consommateurs et contribuables avaient large dos. Ils supportaient, sinon sans mauvaise humeur au moins sans représailles, les plus lourds fardeaux. L'un et l'autre étaient taillables à merci. Ils sont la masse; et la masse, aussi longtemps qu'elle se tient dans les bornes de la légalité, est bonne pâte: elle reçoit toutes les empreintes, elle oscille au moindre mouvement et subit passivement la volonté des maîtres qu'elle s'est donnés, honteuse, dirait-on, de se ressaisir et acceptant un sort qu'elle a obscurément conscience de mériter, par son inertie même et son insouciance. Heureusement il y a, ici et là, des réveils et nous assistons à celui du consommateur. Le bon géant s'agite. Il se ligue et consent à lutter. Il se rend compte de sa puissance et qu'elle peut lui servir à autre chose qu'à renverser les princes. On l'a vu former des associations d'acheteurs et obtenir des grands magasins d'excellentes réformes sociales. Le voilà maintenant qui s'insurge contre le prix excessif de la vie, et qui use du boycottage pour faire respecter ses droits d'honnête citoyen. Il est piqué: on le verra demain réprimer d'autres abus.

Le cycle se termine ici pour recommencer aussitôt. L'homme, en se nourrissant, consomme: il refait ses forces pour reprendre le travail. La consommation du charbon dans l'industrie concourt à la production. Tout se tient. Fidèle à la méthode des auteurs français, nous avons repris à notre compte les quatre divisions classiques de l'Economie politique, uniquement parce qu'elles sont commodes pour l'exposé théorique. La réalité est beaucoup plus entremêlée. Les phénomènes économiques s'y précipitent et leur action est simultanée. L'industriel produit, vend, distribue et consomme la richesse tout à la fois. Son activité ne s'arrête pas pour se diviser. Mais, pour analyser ses initiatives diverses, cataloguer en quelque sorte ses efforts, il est nécessaire de recourir à un classement: c'est l'objet de l'enseignement et sa justification.

* * *

Nous avons retracé les grandes lignes de l'Economie politique et cherché à dégager, du même coup, comme en une table des matières, les principaux chefs de cette science, pour en faire comprendre la portée pratique et l'intérêt immédiat. Elle a pour domaine l'ensemble de l'activité humaine qu'elle dirige, éclaire et soutient. Nous vivons des principes qu'elle énonce: principes essentiels, qui conditionnent les civilisations avancées, qui excitent les énergies

créatrices. Pourquoi, après cela, a-t-on reproché à l'Economique d'être une science ennuyeuse, abstraite, aride, revêche, " vieille fille" ? La belle affaire! Comme si c'était le propre de la science d'égayer le lecteur en lui racontant des sornettes. Il serait d'ailleurs extrêmement facile de démontrer, textes à l'appui, que des économistes de renom, depuis Turgot jusqu'à Léon Say, depuis Bastiat jusqu'à DeFoville, ont écrit agréablement des choses sérieuses et dans une langue souple et savoureuse, avec clarté, sans sécheresse et non sans imagination. Que veut-on de plus? De toutes les sciences, l'Economique est une des plus vivantes, des plus attachantes qui soient. Il n'y a que de s'y mettre pour en faire l'épreuve. Les travaux des économistes méritent donc mieux qu'un aussi vain reproche, surtout si on considère qu'ils s'imposent à l'attention par leur pressante actualité.

De fait, les grandes questions actuelles sont, presque toutes, des questions économiques. "La prépondérance du facteur économique dans la vie générale de l'humanité s'affirme chaque jour davantage", écrit M. Georges Blondel. C'est un des traits de notre époque. Cette prépondérance date seulement du siècle dernier. Le progrès matériel, sans nous laisser indifférents, ne nous étonne plus. Il nous a habitués à ses largesses, à sa munificence; mais, si nous jetons un rapide regard en arrière, nous restons stupéfaits de l'immensité de la tâche accomplie en si peu d'années.

Au milieu du XVIIIe siècle, la grande industrie n'existait pas, du moins telle que nous la concevons aujourd'hui. Des entrepreneurs, premiers grands commerçants et premiers capitalistes, distribuaient leurs commandes aux artisans qui travaillaient à domicile. Dans les villes, les petits métiers étaient encore nombreux; en France et dans le nord de l'Europe, ils étaient étroitement réglementés. L'ouvrier s'appelait apprenti ou compagnon; il partageait l'existence du maître, son patron, avec lequel il était en relations journalières. Le marché était restreint, borné, localisé. Le producteur connaissait ses clients et il se pliait à leurs exigences. Sans doute le commerce international s'était développé, puisque de hardis navigateurs traversaient les mers et se livraient au trafic des marchandises entre l'Europe et les pays lointains d'Orient et d'Amérique; mais c'était l'exception. Sur terre, il y avait peu de moyens de communications. Le transport était coûteux et des droits élevés frappaient les marchandises au moindre détour. Tous ces marchés, où les grandes foires jetaient parfois une note plus animée, étaient sévèrement surveillés et protégés. Les hommes d'Etat, obéissant

à des idées préconçues et très en cours, cherchaient, par des mesures draconiennes, à restreindre les achats faits à l'étranger. Il fallait, pensaient-ils, payer en bons deniers ce qui venait d'ailleurs; et c'était s'appauvrir d'autant que de laisser sortir son or, seule vraie richesse. Ce fut une révélation lorsque, plus tard, Jean-Baptiste Say démontra que les marchandises s'échangent contre des marchandises, et que les métaux précieux n'ont qu'un intérêt secondaire là où la production est active et rapporte.

Tout cela changea quasi brusquement quand la science quitta les sphères élevées de la spéculation pure et les sombres demeures des alchimistes, pour se mettre résolument au service du travail humain. A partir de 1750 les inventions se précipitent et, grâce à la vapeur qui s'applique aux industries d'abord et aux transports ensuite, l'usine s'élève, s'emplit de machines, regorge d'ouvriers. Au début du XIXe siècle, l'Angleterre est déjà un pays manufacturier; puis, tour à tour, la France, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, l'Europe. Le progrès passe l'Océan, attiré vers de vastes étendues où tout semble promis à ses audaces: les Etats d'Amérique grandissent, s'affirment, menacent bientôt le Vieux-Monde, longtemps sceptique et soudain troublé. L'Extrême-Orient même s'éveille de sa torpeur séculaire et secoue la chaîne de ses traditions héréditaires. Les distances que les transports ont vaincues, *dévorées* comme on dit aujourd'hui, ne sont plus des obstacles: après les marchandises, la pensée se déplace. Un simple déclenchement, et tous les points du globe sont en contact. L'industrie règne, maîtresse du monde. Le marché n'a plus de bornes: il subit les répercussions des moindres crises, qui se transmettent, comme des ondes, d'un centre à l'autre. "Un coup de bourse à New-York, écrit M. Gabriel Hanotaux, fait sauter les mailles du plus solide bas de laine provincial. Si un roi du cuivre triomphe ou succombe, l'atelier ou la ferme de mon voisin prospère ou périt. La cote de la Bourse est le graphique des pulsations mondiales." *Mondial*, voilà le mot formé: il est expressif sinon très élégant; il marque la suprême limite, le point d'arrivée sur un horizon reculé, immense. Par-delà, ce sont les astres: l'homme s'y achemine.

De cet essor financier, industriel, commercial, une politique nouvelle est née. Les théories anciennes n'étaient plus de force à conduire les peuples enrichis: elles ont été refaites, élargies. Des préoccupations d'un autre ordre ont hanté l'esprit des hommes d'Etat: il a fallu faire face à la réalité et suivre la marche des événements, grouper les initiatives, faciliter les tâches, protéger la ri-

chesse accumulée, prévoir les insuccès. La politique est devenue "économique et sociale". Telle, la politique de l'Angleterre, soucieuse avant tout de conserver son hégémonie commerciale; telle, la politique de la France, cherchant à reconstituer sa fortune par la protection de ses industries; telle encore, la politique de l'Allemagne, instrument de pénétration, et d'expansion; telle enfin la politique des Etats-Unis passés au rang des "puissances mondiales". Politique économique que ce mouvement de colonisation intense, qui a marqué la fin du XIXe siècle; plus raisonné qu'aux XVIe et XVIIe siècles, et qui a donné lieu aux conceptions impérialistes. Partout, les intérêts économiques ont pris la première place. On les a défendus au prix des plus grands sacrifices. Ils sont au fond de la plupart des guerres contemporaines: guerre hispano-américaine, guerre du Transvaal, guerre russo-japonaise, guerre européenne de 1914. Écoutons Ferdinand Brunetière: "Je dirais aujourd'hui, volontiers, que la cause des grandes guerres est et sera longtemps économique, et je ne dirais rien de si ridicule, ni même rien de si difficile à prouver." Nous citons a dessein des littérateurs: ils ne sont pas de la partie, mais ils l'observent, curieux, avertis, spectateurs intéressés au moindre signe. Et ils ne parlent pas autrement que feraient des économistes.

Voilà ce qu'on voit du dehors: pénétrons à l'intérieur de l'édifice. Il y a des lézardes sur les murs. L'armature d'or s'ébranle, secouée par des clameurs de révolte. Rien n'arrête la force qui monte des profondeurs du peuple: faisceau d'énergies obscures et innombrables auxquelles le suffrage donne une volonté commune, une action souveraine, le droit de commander. L'Etat, chargé de tous les soins et de tous les maux, s'efforce à distribuer la richesse par l'impôt qui redouble et par la création d'institutions de secours. La charité officielle s'organise, souvent impuissante. La législation apporte aussi ses remèdes: elle subit l'influence des faits et des idées; d'individualiste qu'elle était elle devient sociale. Les budgets, alourdis déjà par les dépenses d'un étatisme coûteux, supportent encore le faix des armements, les charges des guerres à venir, des terribles guerres présentes. Faut-il donc désespérer; et la situation ne laisse-t-elle plus d'espoir que dans un cataclysme final, semeur de ruines? Non certes! Si le progrès fut rapide, l'adaptation reste lente. Et c'est précisément le rôle de la politique intérieure de maintenir le progrès et d'assurer l'adaptation, de trouver la formule de justice et d'apaisement, d'harmonie et de paix,

qui ne rebute pas l'effort légitime et fécond, et qui apporte aux "misères imméritées" une compensation humaine.

Sommes-nous si loin de tout cela que nous puissions fermer béatement les yeux sans craindre une destinée semblable? Peuple jeune, venu plus tard à la vie économique, n'est-ce pas là notre héritage? Regardons mieux les symptômes qui se dessinent chez nous. Nous avions naguère pour mot d'ordre: "Emparons-nous du sol!" Ce programme a été dépassé sans être totalement rempli. Autrefois nous vivions heureux, près de la bonne terre, la plus sûre, la plus impassible de nos résistances; et il est à espérer que nous y retournions un jour puiser un regain de vitalité. Mais ce temps n'est plus. L'industrialisme nous a gagnés. Nous voulons grandir, atteindre jusque-là où l'ancêtre a touché. Le même aiguillon nous harcelle; et nous rêvons richesse à notre tour. Tant mieux. N'en soyons pas chagrins. L'action est saine, et le désir de progresser est naturel. La fortune impose aux autres le respect. C'est une arme dont on nous menace volontiers, non sans quelque morgue: sachons en forger une qui vaille, en éclat et en finesse, celle qu'on nous oppose. Elle est aussi la source nécessaire du développement intellectuel et artistique: tôt ou tard, elle nous donnera la pensée. Ne nous berçons pas néanmoins d'illusions vaines. Rien ne s'acquiert qui ne soit payé en retour de quelque façon. Toute puissance coûte cher, et souvent elle s'écroule sous son propre poids. Ne nous flattons pas d'échapper aux conséquences que l'industrialisme a entraînées ailleurs, et qui sont comme la rançon fatale de ses bienfaits. Déjà nous sentions les premiers malaises d'un régime à peine implanté. Que sera-ce demain,au sortir des cruautés de cette guerre, alors que notre économie nationale sera bouleversée? Nous devrons non seulement parer au plus pressé, refaire les brèches, reconstituer nos forces; mais, encore et surtout, nous préparer à la lutte économique qui suivra la paix, utiliser l'expérience acquise, assurer nos positions, ramener la confiance, nous élancer vers l'avenir. Plus heureux que d'autres, nous avons sous les yeux les leçons de l'histoire contemporaine. Pour éviter les erreurs où les peuples ont glissé, pour exploiter méthodiquement notre patrimoine, écarter les maux dont les sociétés plus anciennes ont souffert, nous n'avons qu'à regarder et apprendre: la vieille Europe a vécu pour nous.

L'avenir, le pensez-y-bien de chaque heure, de chaque minute! Qui de nous refuserait de s'y consacrer tout entier, si le salut immédiat de la nation était en jeu? N'est-ce pas pourtant un peu cela?

Réfléchissons. Le triomphe des autres sera d'autant plus facile qu'ils nous trouveront désemparés devant le sort, le sort qu'ils nous imposeront. Pourquoi refuserions-nous plus longtemps de nous livrer à l'étude des problèmes économiques si la nécessité pressante, plus encore, si le devoir de l'heure nous l'ordonne? Pourquoi ne demanderions-nous pas à la Science économique de satisfaire nos curiosités; de secouer nos indolences; de nous donner la culture générale qui nous manque, les connaissances spéciales qui nous permettront de mener à bien notre tâche ordinaire; de nous fournir enfin, à bien bon compte, un moyen sûr, éprouvé déjà plusieurs fois, de servir notre pays quelle que soit la sphère où s'exercent nos activités, où rayonne notre influence? Un tel profit vaut, certes, que l'on se donne un peu de peine.

Pour nos industriels et nos commerçants, cela paraît évident. Ils sont du mouvement; ils en vivent. Il ne leur suffira pas cependant de savoir calculer un prix de revient, vérifier une comptabilité, clore un inventaire. Leur entreprise, si peu considérable soit-elle, offre à l'observateur des aspects variés, instructifs. Qu'ils sortent de leurs bureaux, qu'ils laissent un instant leurs livres, pour regarder cette large vie dont ils sont une parcelle, qui bouillonne autour d'eux. Sans aucun doute, leur connaissance des affaires et leur honnêteté sont de précieux apports, dont la collectivité bénéficie; mais l'on est en droit d'exiger d'eux davantage encore. Nul effort qui soit inutile; nulle bonne volonté qui ne porte des fruits. Le succès de tous dépend des énergies individuelles qu'il synthétise. Nous disons volontiers qu'il nous reste beaucoup à faire: c'est une piètre consolation que de le constater, sans plus. Agissons. Notre commerce est-il sérieusement organisé? Avons-nous notre part dans le total des tractations journalières, annuelles? Nous sommes-nous "emparés de l'industrie"? Notre finance a-t-elle un plan d'action bien défini? est-elle hésitante, timide, craintive? Donnons-nous pleine satisfaction à ceux qui se font un devoir de nous encourager? Nous aidons-nous seulement les uns les autres; et ne sacrifions-nous pas à un égoïsme funeste, chronique, à un besoin de dénigrement où s'épuise notre esprit en pure perte, où s'assèche notre cœur? Si tout est à refaire, recommençons! Si les guides nous manquent et si les organes font défaut, sachons créer des autorités et susciter des initiatives. Ce n'est pas tout, puisque, au sortir de l'usine et de la boutique, il y a le vaste domaine politique où trop peu de nos hommes d'affaires s'aventurent. Qui donc pourrait mieux contribuer au relèvement de nos finances,

si misérables en certains quartiers, à l'administration de notre fortune nationale, si souvent menacée? C'est le fait de l'apathie générale, de la routine satisfaite. C'est aussi que nous manquons d'hommes alliant à la volonté une culture suffisante. Ces défauts peuvent s'atténuer; cette pénurie peut disparaître. Travaillons.

Frédéric LePlay a classé les professions libérales "selon la résistance à la corruption". Il mentionne, en tout premier lieu, les ingénieurs. Il écrit, dans sa *Réforme Sociale en France* (1): "Je place d'abord ici, pour ordre, et sans qu'il soit besoin d'une justification spéciale, un groupe nombreux de personnes établissant la transition des arts usuels aux arts libéraux: je veux parler des ingénieurs et des architectes, qui, s'inspirant de la science ou de l'art, dirigent, avec un caractère privé, les constructions et les travaux réclamés par les particuliers ou par l'Etat. Ce sont, à vrai dire, des chefs d'industrie, et comme ceux-ci ils ne prospèrent que par l'ordre et le travail. La concurrence fait bientôt justice de ceux qui manquent à leur devoir; elle punit immédiatement la paresse et les autres vices dont pourrait souffrir le public." De tous les producteurs, l'ingénieur est celui qui donne le plus parfaitement l'impression de *créer* quelque chose. C'est une force dirigeante; un admirable metteur en œuvre, que stimulent de lourdes responsabilités et le souci constant d'améliorer. Il conçoit et il exécute. Il donne d'abord à ses ouvrages la forme solide d'une mathématique précise et savante; puis, les ayant ainsi schématisés, il les projette dans la réalité, où ils servent à l'usage commun, où ils demeurent comme l'attestation sensible de son génie. Il est, à la fois, industriel et artiste, patron et ouvrier, quand il n'est pas également financier: c'est un praticien. A ces titres, l'Économique ne peut que lui servir. Elle ne lui suggérera peut-être rien qu'il ne sache déjà sur son art difficile; mais elle lui apportera des clartés qui lui feront apercevoir, comme dans un prolongement, les conséquences de son travail d'exécution. Agent lui-même de production, n'est-il pas bon qu'il connaisse les causes de la productivité du travail et les avantages de la division des tâches; les formes et les caractères des capitaux publics et privés, fixes et circulants; les facilités que le crédit accorde; les modes de répartition des revenus? Esprit merveilleusement préparé à l'étude de ces questions, qui sont connexes à ses entreprises, nous n'en connaissons pas qui soit plus apte à dégager des phénomènes nombreux et

(1) 2e volume, pp. 191-192.

quotidiens qui sont dûs à son action directe, la loi qui les domine, le principe qui les explique.

S'il s'occupe des transports, il ne fera pas porter son attention uniquement sur le fait physique de la construction, sur l'ensemble des conditions techniques de la mise en place. Il doit être en mesure d'apprécier les résultats économiques des travaux qu'il a accepté de faire, qu'il dirige, qu'il a peut-être proposés. Pour cela, il a dû compulser des statistiques, établir les aléas du trafic, étudier les ressources du pays à traverser en ne perdant pas de vue le taux normal de la tarification et la quotité de l'impôt, tenir compte de la concurrence des compagnies d'exploitation rivales, supputer le rendement probable des premières années, prévoir les bénéfices ultérieures suivant un calcul de base qui soit acceptable (1). S'il entre à l'usine, on même si—pionnier du progrès—son art le conduit dans quelque région reculée, il ne se désintéressera pas du sort des ouvriers, de "ses hommes" comme on dit couramment, des conditions générales du travail, de la sécurité des ateliers et des chantiers. Nos idées individualistes nous empêchent de priser beaucoup l'ingérance de l'Etat dans le domaine de l'industrie privée. Mais des mots nouveaux sont apparus dans les programmes de nos partis politiques: nous aurons peut-être à créer, avant longtemps, tout un système d'assurances sociales, d'œuvres patronales. Plus tard cela viendra, mieux cela vaudra, c'est entendu; néanmoins, il faut prévoir le moment où l'ingénieur, suivant l'expression d'Emile Cheysson, disciple de LePlay, devra, sans abandonner la technique, faire œuvre sociale, "c'est-à-dire joindre à de fortes connaissances professionnelles celles qui concernent les institutions destinées à asseoir la prospérité de l'entreprise sur le bien-être des ouvriers qu'elle emploie." (2) Enfin, chaque jour, l'ingénieur rédige des rapports. Il peut se borner à des indications purement pratiques; mais il voudra, pour faire saisir l'ensemble du sujet qu'il traite, joindre aux données de métier des considérations d'un ordre plus étendu. Il peut même arriver qu'il y soit contraint par la nature

(1) Voir le *Cours d'Economie politique*, professé à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussés, par M. C. Colson, ingénieur. Ce cours est divisé en six livres: le sixième est consacré aux travaux publics et aux transports et se vend séparément. (Paris, Alcan, 6 fr.). Nous renvoyons également à l'intéressant article que publiait dans cette revue M. A. J. DeBray, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, sous ce titre: *L'Education commerciale de l'ingénieur* (livraison de novembre 1915).

(2) *Oeuvres choisies*, 2e vol., p. 33, sous ce titre: "*Le rôle social de l'ingénieur*, conférence faite devant la Société des Ingénieurs civils de France". Voir l'ouvrage de M. William H. Tolman: *L'ingénieur social*, Paris, Vuibert et Nony.

des opinions qu'il formule et que, pour ne citer qu'un exemple, il soit amené à déterminer, d'après des recherches sérieuses, la valeur d'une entreprise; et l'on sait de reste ce que ce terme *valeur* est par lui-même abstrait, et combien il y entre d'éléments souvent contradictoires, parfois douteux sinon obscurs. L'Economie politique lui prêtera sa lanterne, que dis-je? son flambeau!

Et l'avocat? Quels avantages peut-il attendre de la Science des intérêts matériels? Dans un discours admirable qu'il prononçait, en 1906, à la Chambre des Députés, M. Paul Deschanel faisait allusion "à une justice nouvelle, la justice économique". De fait, l'évolution industrielle a ébranlé les anciennes assises du droit qui est, le plus souvent, la consécration officielle et uniforme d'une réalité sociale. La loi reconnaît ce qui est et l'impose; elle s'adapte à quelque chose d'antérieur à elle-même; elle définit étroitement la coutume et l'enferme dans un texte. C'est ainsi que, sous l'influence de certains événements, l'ancien principe de la liberté de chacun a, sur quelques points, cédé devant le principe du bien de tous et de la solidarité. Le législateur a dû se préoccuper du sort des humbles, des dépourvus. Il les a protégés. Il a exigé des patrons qu'ils prennent dans leurs usines des mesures d'hygiène; il a veillé sur l'ouvrier en réglementant l'atelier et en limitant la durée du travail; il a corrigé ce que pouvait avoir d'injuste le libre jeu de l'offre et de la demande en fixant un minimum de salaire dont il a, par ailleurs, garanti la disposition au travailleur en restreignant le droit de saisie. Le contrat, source des obligations, a été interprété dans un sens plus large, en tenant compte de ses conséquences sociales. Une doctrine—non pas nouvelle, il est vrai, mais renouvelée—s'est dessinée et affermie, celle de l'abus du droit: elle interdit aux contractants, qui voudraient se prévaloir uniquement de leurs avantages, de rompre une convention sans se soucier des dommages que cette rupture, fut-elle légale, entraînerait. Ainsi se constitue par approches la législation dite *industrielle*, dont certaines dispositions ont attiré l'attention des diplomates et ont trouvé une expression plus solennelle, et une portée plus étendue, dans des conventions internationales. Or, les arguments de l'avocat seront d'autant plus précis, plus éclairés, plus convaincants, plus émouvants, qu'il les aura tirés des faits et des circonstances, de la substance réelle ramassée dans la lettre de la loi. Si la coutume détermine la jurisprudence et si la jurisprudence, en se solidifiant, finit par provoquer la loi, l'avocat devra découvrir les sources vives de cette coutume et savoir comment elle se forme,

comment elle se cristallise autour de lui, pour collaborer avec elle et, par son effort personnel, la faire passer dans la jurisprudence, être un véritable législateur, un créateur de justice, en restant un observateur ouvert, attentif—et nous dirions volontiers: attendri—de la réalité.

Il en va de même des législations qui ont un caractère encore plus rigoureux: la législation commerciale, par exemple. Les modalités et les conditions essentielles du contrat de change sont arrêtées par une loi fédérale, la loi "des lettres de change". Elle est excessivement compliquée, rédigée sans aucune espèce de respect pour tout ce qui s'appelle méthode et clarté. C'est un fouillis. Il est à peu près impossible de posséder cette loi, si l'on n'en a pas fait une étude approfondie et répétée, à la lumière de la pratique courante des opérations de change. Et cela ne suffit pas. Pour comprendre ces dispositions, tout d'abord déconcertantes, il faut avoir appris les principes économiques qu'elles ont mission de sauvegarder et les éléments de la circulation des richesses, que nous définissons plus haut. Des étudiants arrivent à l'Université qui ne savent pas ce que c'est qu'un chèque. Allez donc leur confier le texte de la loi sur les lettres de change? Ils n'y verront goutte. Au contraire, mettez-les peu à peu au courant des transactions commerciales, du mécanisme de l'achat-vente, de la nécessité et du rôle du crédit, des détails en apparence insignifiants de la vie économique et, en leur révélant le monde des affaires, vous les préparerez à saisir le sens exact et la raison prudente des articles de la loi.

J'admire, disait récemment un avocat, que pour faire appliquer la loi il faille connaître le droit et que, pour l'élaborer, cela ne soit plus requis. Il y a du vrai; mais la tâche du député-législateur est déjà suffisamment complexe. Quel homme embesogné! On lui demande de tout savoir, ou guère moins; d'être de tous les métiers et du sien propre, tour à tour cultivateur, industriel, négociant, avocat, médecin, voire humaniste et poète quand les années sont bonnes; d'être tous ces hommes ou de les comprendre tous, ce qui revient à peu près au même; de savoir les mille besoins d'un pays, quand cela est déjà considérable d'en connaître un seul et d'y satisfaire à peu près. A ceux-là, qui sont appelés à exercer un pareil empire et à conduire autant de destinées, l'économie politique apportera une méthode, et davantage. Elle leur revèlera les aspects, parfois déconcertants, de la vie matérielle de la nation, ses difficultés, ses soubresauts, les dangers qui la menacent, les

maux qui pourraient l'atteindre. Elle est une science d'analyse et une science sociale: elle décompose les éléments dont la somme explique les activités heureuses d'un pays. Celui-là eut raison qui la définit un jour: la science ménagère des peuples. Elle enseigne comment garder la maison commune,—et c'est déjà quelque chose si modeste que cela paraisse.

Voilà pourquoi cette science est utile à tous et pourquoi elle devrait être plus répandue. Commencez par éclairer le suffrage populaire, disent ceux qui demeurent suffisamment optimistes pour admettre que le suffrage populaire puisse être éclairé. C'est fort bien; mais a-t-on pensé aux moyens de l'instruire et de le guider? Ce ne sera pas, j'imagine,—ou du moins ce ne sera pas absolument—en lui inculquant les hautes mathématiques, ni l'astronomie. C'est beaucoup plus simple, en vérité. Le suffrage, exercice d'un droit politique, réclame un enseignement qui soit de nature politique. Apprenons au peuple ce que c'est qu'un gouvernement, quels sont les origines historiques et les principes premiers de la constitution, quelles sont les lois fondamentales de l'économie nationale Apprenons-lui à gouverner, puisqu'aussi bien c'est à lui que revient cet honneur; et ne permettons pas qu'un jeune homme atteigne l'âge de voter, sans qu'il ait compris l'importance et le poids de l'acte qu'il pose. Ne nous lassons pas de relire, à ce propos, la belle préface des *Origines de la France contemporaine*, dont il serait plaisant de rapprocher telle page d'une conférence de M. Aulard. "En 1849, écrit Hippolyte Taine, ayant vingt et un ans, j'étais électeur et fort embarrassé; car j'avais à nommer quinze ou vingt députés, et de plus, selon l'usage français, je devais non seulement choisir des hommes, mais opter entre des théories. On me proposait d'être royaliste ou républicain, démocrate ou conservateur, socialiste ou bonapartiste; je n'étais rien de tout cela, ni même rien du tout, et parfois j'enviais tant de gens convaincus qui avaient le bonheur d'être quelque chose. Après avoir écouté les diverses doctrines, je reconnus qu'il y avait sans doute une lacune dans mon esprit. Des motifs valables pour d'autres ne l'étaient pas pour moi; je ne pouvais comprendre qu'en politique on put se décider d'après ses préférences" .... Et s'il n'y avait que le suffrage; mais l'individu, quelle que soit sa situation, exerce une action sociale. Comment veut-on qu'il s'y prenne, si on ne lui a pas appris; s'il n'apprécie même pas sa propre valeur; s'il vit isolé dans l'ignorance absolue de ses devoirs et dans la satisfaction unique de son égoïsme? Pourra-t-il se

soustraire aussi facilement aux responsabilités de son état et arrêter les répercussions fatales, et souvent irréparables, de ses actes? Ainsi, et par quelque chemin que nous prenions, nous revenons toujours au même point: le peuple, la nation, la maison commune.

* * *

Ces questions économiques, ces phénomènes de la vie matérielle, comment et par quels moyens les étudierons-nous? Quels principes guideront nos recherches? Quelle est la méthode qui nous conduira à la vérité scientifique, et qui, en nous donnant des certitudes, nous poussera dans la voie des réalisations pratiques?

L'Économique est surtout *une science d'observation.* Elle s'efforce de pénétrer la réalité. Elle tient compte d'abord des *faits* et, si elle énonce des principes, c'est à la condition de les étayer d'observations minutieuses et répétées. Il n'en fut pas toujours ainsi: les premiers économistes ont été souvent de purs théoriciens, qui ont néanmoins secoué l'opinion. Aujourd'hui, le fait nous fascine et nous retient. Auguste Comte le mit à la mode; Frédéric Le Play partit à travers le monde, à sa recherche; Taine le porta sur ses fiches avec la patience d'un collectionneur; Pasteur le poursuivit jusque dans les infiniment petits; Claude Bernard se fit le critique avisé de la science expérimentale; tandis que Flaubert et toute l'école réaliste s'efforçaient à faire des romans avec ces fameuses tranches de vie, qui exaspéraient Ferdinand Brunetière. Depuis, la science a continué de s'attacher au réel. Rien autre ne la préoccupe d'abord. Elle part des faits et non plus tant des idées. Elle observe avant que de généraliser. C'est la meilleure méthode. (1) Non pas que le *raisonnement* soit banni de l'économie politique. Recueillir des faits pour le seul plaisir de les accumuler serait un travail fastidieux. On doit les grouper, les analyser, les coordonner, les juger. Quoiqu'on accomplisse, le raisonnement est un guide nécessaire. C'est le fil conducteur. Il dégage l'idée de la succession des faits.

L'économiste peut-il faire des expériences, ou, plus exactement,

(1) Sur cette question de la méthode de l'Economie politique, on peut consulter les ouvrages suivants: Jean Ray: *La Méthode de l'Economie politique d'après John Stuart Mill* (Tenin, 1914); J. E. Cairnes: *Le Caractère et la Méthode logique de l'Economie politique* (Giard, 1902); Divers auteurs: *De la Méthode dans les Sciences*, en particulier les chapitres consacrés à la *Sociologie* (E. Durkheim) et à la *Statistique* (L. March): l'ouvrage comprend deux volumes (Alcan, 1909 et 1911); Emile Cheysson: *Le Cadre, l'Objet et la Méthode de l'Economie politique* (*Oeuvres choisies*, tome II, pp. 39 et suiv.; Rousseau 1911).

des expérimentations? Le chimiste a ses cornues et ses bouillons de culture: il suit à volonté les réactions fatales qu'il provoque et qui s'opèrent sous ses yeux. L'économiste saura-t-il pétrir de l'humanité dans quelque formidable creuset? Non. L'objet de son observation c'est l'être vivant, volontaire, changeant, presque insaisissable, au moins dans sa totalité. La société obéit à des lois qui ne sont pas toutes des lois physiques. Le mouvement économique résulte de forces variées qui sont physiologiques, intellectuelles, sentimentales. Comment tenter une expérimentation avec de pareils éléments; comment les placer dans des conditions telles qu'ils ne se modifient pas d'eux-mêmes à l'instant précis où on croit les tenir?

Cependant des foules d'événements ont au moins la valeur de l'expérience, une valeur relative, mais suffisante lorsqu'elle est multipliée. Il n'est même pas impossible absolument de faire directement une expérience sociale. On entend répéter que la Nouvelle-Zélande est un *laboratoire d'expériences sociales;* le livre d'un chargé de mission, M. Henri Charriaut, porte ce titre: *La Belgique moderne, terre d'expérience;* il existe un Institut international pour la diffusion des expériences sociales qui a son siège à Paris. Les colonies socialistes du Nouveau-Monde sont célèbres: elles ont subi le même sort, échouant lamentablement; elles ont été des tentatives malheureuses. Toutes les lois sociales sont des expériences. Il arrive que, peu après les avoir promulguées, il faille les remanier profondément: c'est le signe que l'expérience n'a pas complètement réussi et que l'on doit recommencer. La leçon n'en demeure pas moins.

L'observation proprement dite remonte dans le passé on s'en tient à l'actualité; elle s'appuie sur l'histoire ou se contente de suivre les manifestations économiques du monde contemporain.

L'*histoire* est d'un grand secours. La vie économique des sociétés disparues a été lentement reconstituée. C'est une résurrection précieuse. Les peuples primitifs n'ont pas échappé aux longues recherches des savants. On leur a demandé de nous éclairer sur les origines de la production. La géologie et la paléontologie aidant, le milieu préhistorique nous est apparu. Les fossiles racontèrent une époque lointaine, perdue: livres de pierre où se trouvaient, incrustés, les premiers outils de l'homme, c'est-à-dire son premier capital, grossier et gigantesque. On suivit les développements ultérieurs de ce stade initial, simple et barbare, dont on retrouve quelque chose chez les peuplades non civilisées qui sub-

sistent encore. On voulut préciser les raisons profondes du long et pénible travail de perfectionnement accompli par l'humanité, à travers des siècles de résistance et de conquête. Quelques principes parurent y avoir présidé: la division de l'effort, l'échange, la monnaie, l'association. Les étapes de l'industrie humaine furent dégagées, racontées. Admirable victoire, qu'un siècle grand entre tous devait achever et rendre durable. Nous parlions d'expériences: le passé en est fait.

L'*actualité* prise sur le vif, suivie, guettée au jour le jour, offre un champ vaste et fécond où l'activité intellectuelle de l'économiste trouvera à s'exercer, toujours par l'observation continue, attentive, avertie, méthodique. Il étudiera sur place, s'il le faut, en prenant part au mouvement industriel, commercial ou financier, en aidant les initiatives sociales, ou en parcourant les pays, pour interroger les races, les milieux, les climats, les habitudes. Si ces enquêtes personnelles ne lui suffisent pas, il dépouillera celles que conduisent les gouvernements, les institutions, les groupes. Elles ne sont pas toujours sûres: il en corrigera les tendances. Enfin, il alignera les *statistiques*. Arme dangereuse à manier et qui fait pointe de tous les côtés. Rumelin, écrit M. André Liesse, comptait déjà, il y a quarante ans, soixante-trois définitions de la statistique! On connait celle-ci, que le public a tout de suite retenue: "C'est l'art de préciser ce qu'on ignore." Il faudra donc vérifier les chiffres et les admettre avec une précaution extrême. Bien compris, ils serviront; ils révèleront tout d'un pays, ses besoins, sa vigueur, ses malaises, ses faiblesses, et jusqu'à ses tares.

Mais nous observons peu, trop peu, quand la réalité est là, près de nous, à portée de notre esprit. "Quelle est la couleur de la pomme de votre escalier"? demandait un critique à un jeune romancier, venu lui confier l'ambition de ses rêves. Observer, regarder, comprendre, retenir, ainsi se tisse l'expérience. Les faits nous entourent. Nous les subissons. Ils nous forcent la main. Chacun porte en lui une leçon, l'application de quelque principe, un morceau d'idée, de vérité. Profitons-en. Quiconque, au lieu d'agir machinalement, soumettrait sa volonté à cette discipline, l'observation, verrait du même coup s'éveiller sa pensée et s'illuminer sa tâche quotidienne. Que le comptable s'en tienne à la comptabilité, puisque, aussi bien, il la connaît mieux; qu'il en sache le rôle et l'utilité. Il bâtit en chiffres toute une entreprise: qu'il ne se contente pas de poser des signes, qu'il les suive plutôt, au-delà de leur expression numérique. Que le commerçant étudie

le commerce, puisque c'est sa profession. Les transactions de chaque heure, s'il les surveille bien, lui apprendront des choses qu'il ne soupçonne peut-être pas. Il accepte des lettres de change, il signe des chèques, il escompte des billets à ordre. Ces effets lui sont familiers. Ils sont tout le crédit: s'y arrête-t-il? Que l'industriel reporte tout son intérêt sur sa fabrique. Il en est le maître, il doit en posséder jusqu'au moindre rouage. Pour lui, c'est servir sa fortune que de devenir "une autorité sociale". Est-il au courant des méthodes, des procédés de production? S'il avait à défendre son usine et tout ce qu'elle représente pour lui, le pourrait-il? L'industrie, c'est l'union féconde et créatrice du capital et du travail, c'est un élément de la richesse nationale: y pense-t-il? Veut-on encore un exemple? Le médecin exerce un art très noble, à la vérité. Chaque vie qu'il conserve, qu'il sauve, est acquise à la société. Force de travail, elle s'ajoute aux autres, grâce à ses bons soins. Ainsi ses actes ont des répercussions prolongées et contribuent, en définitive et dans leurs aboutissants, à la conservation de la richesse économique la plus appréciable: l'être humain. Combien le veulent savoir, combien s'y intéressent vraiment? Bref, que chacun s'attache à sa spécialité autrement que pour devenir un bon ouvrier.

Avant d'en arriver là, il faut s'être préparé de longue main par l'exercice de ses facultés d'analyse et par des lectures appropriées. Impossible autrement de diriger ses recherches avec sûreté. L'esprit a besoin de cette règle. Où la chercher? Qu'à cela ne tienne: il y a les traités qui sont des expositions de doctrines. Commençons lentement, par ceux qui habillent d'un tissu léger la table des matières. Il existe des brochures, de simples plaquettes: le traité de M. Emile Levasseur ou celui de M. Rubat du Mérac. (1) Ces quelques principes amorceront la curiosité et le goût de plus amples recherches. Puis, par gradation, et suivant l'appétit, les traités de MM. Paul Leroy-Beaulieu, Charles Gide, Paul Beauregard, Hervé Bazin (qui date un peu, mais qui vaut par la clarté des exposés), Charles Antoine (déjà volumineux), André Liesse; (2)

(1) Emile Levasseur: *Notions d'Economie politique*, Hachette; Rubat du Mérac, avocat à la Cour d'appel (Paris), *Principes d'Economie politique* et *Principes d'Economie sociale* (Collection Science et Religion, chez Bloud, Paris).

(2) E. Levasseur: *Précis d'Economie Ploitique*, chez Hachette, 1906; Paul Leroy-Beaulieu: *Précis d'Economie politique*, chez Delagrave; Charles Gide: *Principes d'Economie politique*, chez Larose et Tenin (cet ouvrage, traduit en anglais, a été publié et répandu aux Etats-Unis, où il fait autorité); Paul Beauregard: *Eléments d'Economie politique*, chez Larose et Tenin; Hervé Bazin:

et, plus tard encore, les grands travaux ,les œuvres de longue haleine, soit traités soit monographies, de la plupart des mêmes auteurs et de quelques autres comme MM. DeFoville, Daniel Bellet, Auguste Arnauné, René Stourm, Emile Cheysson, Auguste Béchaux, C. Colson, Georges Blondel, Raphael G. Lévy; sans compter les classiques et les auteurs anglais et américains. (1) La théorie acquise, nous avons une vue d'ensemble. Dès lors, la spécialisation devient chose relativement facile. Chacun rayonnera vers l'objet de son activité, dont il apercevra la place dans l'ensemble imposant des activités totales. Voudra-t-on, par exemple, étudier le commerce extérieur du Canada? Sitôt, la théorie nous viendra en aide pour bien délimiter la question, pour y voir clair: pour distinguer les exportations et les importations, en établir le rapport; rechercher la part de chaque pays dans les transactions du commerce général; analyser de plus près ce que nous vendons et ce que nous achetons, et prouver qu'acheter n'est pas nécessairement s'appauvrir; compulser les chiffres et les soupeser; conclure à un redoublement d'activité dans certaines directions. L'expérience fournira le reste.

Enfin, il y a chance pour que nous trouvions ces ouvrages nécessaires là où normalement ils doivent se trouver: dans les bibliothèques. Jusqu'ici, on leur a demandé surtout des œuvres d'imagination: la proportion des romans et nouvelles est formidable dans la distribution quotidienne des livres aux lecteurs assidus. Est-ce un mal? C'est, dans tous les cas, déjà lire. Ce qui vient du roman s'en va souvent par le roman. Cela passera, en partie. Nos bibliothèques possèdent une quantité appréciable d'ouvrages et de revues techniques. Il n'y a qu'à s'en rendre compte par

---

Traité élémentaire d'Economie politique, chez Lecoffre, 1896; Charles Antoine, S.J.: *Cours d'Economie sociale*, chez Alcan, 1905; André Liesse: *Leçons d'Economie politique*, chez Giard et Brière; Joseph Rambaud: *Eléments d'Economie politique*, chez Larose et Tenin.

(1) Paul Leroy-Beaulieu: *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, quatre volumes, chez Alcan; Charles Gide: *Cours d'Economie politique*, chez Larose; C. Colson, *Cours d'Economie politique*, six volumes, chez Alcan; Joseph Rambaud, *Cours d'Economie politique*, deux volumes, chez Larose et Tenin; Ch. Brouillet, *Précis d'Economie politique*, un fort volume, chez Pierre Roger et Cie; Alfred Marshall: *Principes d'Economie politique*, deux volumes, chez Giard et Brière; MacCulloch: *Principes d'Economie politique*, chez Guillaumin; J. B. Clark, (Ecole mathématique), *Principes d'Economie politique*, chez Giard; G. Leacock, *Elements of Political Science*, Boston, Houghton, Mifflin Co., 1913; James Mavor, *Applied Economics*, Toronto, Alexander Hamilton Institute; Garner, James Wilford, *Introduction to Political Science*, N. Y., American Book Co. Les ouvrages de Seligman, Taussig, Fisher, Schmoller, Wagner, Roscher, Brants, Pareto, etc.

soi-même. Autrefois, il fallait courir à Boston pour se renseigner sur un point de notre histoire économique. Il n'en est plus ainsi. Le mieux, c'est que ces ouvrages sont demandés, qu'ils sont lus. C'est un commencement. Plus nombreux chaque jour seront les chercheurs qui s'intéresseront aux questions actuelles, si importantes pour nous, Canadiens français. Ce sera la contagion du bon exemple. Que chacun se donne rendez-vous pour préparer, dans le silence des bibliothèques, l'œuvre de résistance, de défense et d'attaque. Heures recueillies, d'où sortiront mieux que des paroles: des idées et des actes. Puissions-nous ainsi, avec le temps et l'étude, réaliser le mot de Maurice Barrès: "La sève nationale aujourd'hui est en émoi, et voilà que les individus pensent généreusement."

ÉDOUARD MONTPETIT,

Professeur à l'Université Laval.